



Transition juste : une mobilisation européenne pour faire pression sur les décideurs politiques du 25 octobre au 10 novembre 2021

L'industrie est un facteur déterminant dans la maîtrise et l'innovation des technologies nécessaires au développement des capacités de production électrique. Cela implique de remettre sur pied une véritable filière industrielle, cohérente entre les entreprises. L'industrie a besoin d'énergie, entre autres électrique, pour produire les biens et services. Le fait de disposer d'une énergie de qualité, pilotable fortement bas carbone, à un prix bon marché, délivrée de manière continue, est un levier potentiel pour réindustrialiser l'économie du pays. L'énergie et l'activité économique forment un système couplé.

L'industrie en France, comme en Europe, se plie aux stratégies des multinationales qui pilotent des chaînes de production éclatée dans le monde, accentuant le dumping social et la financiarisation. Des réorganisations incessantes et permanentes sont imposées aux collectifs de travail. L'ensemble de la filière est déstabilisé par les critères financiers imposés par les groupes à leurs filiales, tuant au passage de nombreuses entreprises sous-traitantes et supprimant des compétences collectives pourtant nécessaires dans le futur.

La neutralité climatique d'ici 2050 impose de passer par une réduction drastique des émissions dès la prochaine décennie. Cependant, les travailleurs ne peuvent être, une fois de plus, la variable d'ajustement de cette transition. Étant donné le nombre d'emplois en jeu et l'ampleur de la transformation en cours, des perturbations sociales dues à une mauvaise gestion de la transition pourraient fortement entraver la réussite du Pacte vert européen. Le Pacte vert européen étant une intervention politique délibérée dans les forces du marché, les politiciens européens ont la responsabilité directe de fournir un cadre pour une transition juste pour les travailleurs et les régions affectés. Ce cadre doit guider la décarbonation tout en empêchant la désindustrialisation.

La réindustrialisation de la filière énergétique pour une réelle ambition écologique et pour une souveraineté énergétique pose l'urgence d'arrêter cette casse de l'emploi et des qualifications. Le temps presse, certes, mais les investissements doivent être placés sous contrôle des salariés et des usagers pour qu'ils soient effectivement au service de ce nouveau développement. La question de la formation, qu'elle soit continue ou initiale, doit devenir un vecteur dynamique. Le besoin d'un autre modèle de développement nécessite de s'attaquer à la manière dont se créent les richesses, et donc de redéfinir la place, la finalité et les pouvoirs du travail.

Pour y parvenir, ***la Commission Européenne doit renoncer à sa vision actuelle d'un marché intérieur***, en particulier celui de l'énergie. Le régime des aides d'Etat comme la politique de concurrence doivent être absolument révisés et assouplis pour servir l'exigence bas carbone du Pacte vert et la nouvelle stratégie industrielle pour l'Europe.

Si les usagers particuliers paient le prix fort de ce marché qui n'a eu pour effet que l'hémorragie des tarifs et la réduction des services, l'industrie en souffre également. Pour parler d'une transition juste, il est également temps de faire le bilan de la libéralisation du secteur de l'énergie, de ses effets sur l'industrie et par ricochet sur l'ensemble des travailleurs. Seule une vision de service public de l'énergie, nationale comme européenne, extraite de la notion de marché pourra permettre de relever les défis d'avenir.

Aujourd'hui, cet important paquet législatif n'est plus dans les mains de la Commission européenne, il est maintenant de la responsabilité des gouvernements nationaux et des membres du Parlement européen de s'assurer que l'équilibre est rétabli et que les inquiétudes légitimes des travailleurs concernant la transition juste soient reflétées directement dans le cadre législatif et prises en compte sur les lieux de travail dans toute l'Europe.

**Nous soutenons les ambitions du Pacte vert européen,
mais nous demandons des garanties pour une transition juste pour les travailleurs !**